

L'AMÉRIQUE LATINE DANS LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE

AL'ISSUE DU SOMMET DE QUÉBEC, des 21 et 22 avril 2001 qui a réuni les chefs d'États ou de gouvernement des 34 pays (sauf Cuba) des « Amériques » le cap a été fixé : c'est en décembre 2005 qu'une vaste zone de libre échange (ZLEA) unifiera l'ensemble constitué par le continent américain et les Caraïbes, soit 810 M de personnes dont plus de 500 en « Amérique latine ». Avatar supplémentaire de la doctrine de Monroe, l'Amérique marchande sera bien aux Américains, dans toutes les acceptions du terme.

5

Mais, cette déclaration s'est faite sur fond de manifestations antimondialisation qui, depuis l'échec de la réunion de Seattle (décembre 1999), le récent forum « alternatif » de Porto Alegre, ou la marche pacifique du sous-commandant Marcos vers Mexico, semblent venir contester le mouvement d'unification dans le « village global » que les valeurs du marché, les principes de la démocratie occidentale et les médias tendent à réaliser.

La géographie, l'histoire, les inégalités de développement, les différences ethniques mais aussi le dynamisme démographique, culturel ou religieux placent aujourd'hui l'Amérique dite latine au cœur de cette situation contradictoire. Elle est en effet profondément travaillée par des forces qui écartèlent, dans une certaine mesure, le continent :

– pour la plupart tôt configurés en États nationaux, ces pays, qui ne sont donc pas « jeunes », comme on le dit trop souvent, mais ne se sont pas pleinement réalisés en tant que nations, sont entrés à marche forcée dans la mondialisation. D'où, comme chacun en est le témoin, des tensions internes. Depuis plus d'une décennie maintenant, ces États ont en effet abandonné l'un après l'autre le modèle de développement autocentré qui fit florès dans les années soixante et soixante-dix, et

sont entrés dans un vaste réajustement (et une compétition) pour s'intégrer au mieux dans la nouvelle répartition internationale du travail et l'économie mondialisée. Cette intégration globale s'accompagne d'intégrations régionales, mais se fait au prix du déchirement maintenu ou accru de sociétés massifiées où, précisément, les anciens clivages ethniques ou sociaux sont, en quelque sorte, revivifiés entre ceux qui participent à la mondialisation et ceux qui en apparaissent comme les laissés-pour-compte.

C'est, somme toute, ce double mouvement qui marque aujourd'hui le plus nettement l'espace latino-américain : un vaste processus d'homogénéisation par le commerce, les formes politiques, la consommation culturelle, la place dans le « concert international », voire les expressions religieuses. Parallèlement, les différences s'accroissent, des micro-États de la Caraïbe au géant brésilien, des pays les plus pauvres comme Haïti aux grands « émergents » de l'ensemble nord-américain – auquel, au-delà de sa seule géographie, le Mexique s'est intégré –, au groupe fragile formé par le Mercosur, et, surtout, à l'intérieur des pays eux-mêmes et de leurs sociétés, traversés par l'exclusion.

C'est pourquoi, s'intéresser aujourd'hui à une géopolitique latino-américaine c'est se poser toujours la même question : cette « abstraction », comme le disait Henry Kissinger du temps du président Nixon, ce concept assez flou et inexact (la Caraïbe anglophone n'étant, par exemple, guère latine et les populations indiennes encore moins) forgé en France au XIX^e siècle contre l'emprise anglo-saxonne mais réinvesti depuis lors par les Latino-Américains eux-mêmes, a-t-il un sens ? un sens unificateur ? Et, si oui, lequel, dans le monde global ?

FACTEURS D'UNITÉ, DIVISIONS INTERNES

Religion, culture et médias

On ne peut hélas qu'aborder superficiellement ces sujets, mais religion et culture donnent une identité forte à la population latino-américaine et n'en sont pas, loin de là, seulement le décor.

Près de la moitié des catholiques du monde se trouvent aujourd'hui en Amérique latine. Cette unité religieuse qui, jusqu'à une période récente n'a point été contestée, a donné, donne encore à l'ensemble un ciment. Pendant quelques décennies, la théologie de la libération et les mouvements de contestation de la hiérarchie et de l'ordre social ont semblé menacer de l'intérieur cette unité. Depuis une quinzaine d'années, cette faiblesse a disparu grâce à une vigoureuse reprise en

maines vaticane, mais l'Église catholique est aujourd'hui concurrencée par de nouvelles identités religieuses, essentiellement sectaires, puisant au protestantisme nord-américain du XIX^e siècle, au pentecôtisme, aux cultes messianiques, voire aux formes propres qu'a toujours prises la religiosité populaire en Amérique latine. Près de 15 % de la population sont maintenant attirés vers ces « nouvelles religions », qui ne négligent pas les shows médiatiques, mettent l'accent sur l'effervescence affective et l'oralité et, ainsi, servent de lien social. Face à cette contestation, l'Église catholique, qui progresse en Amérique du Nord, n'a pas hésité, elle aussi, à revenir aux dévotions émotionnelles, à accepter les mouvements charismatiques...

Parallèlement, l'identité culturelle *latina*, jusqu'aux formes qu'on lui connaît en Europe, s'est affirmée dans son métissage puissant. Métissage confus qui réinvente des identités oubliées, mêle l'Indien, l'Africain, l'Occidental dans une reconstruction permanente... Dans ce mouvement, l'acculturation latine d'une partie des États-Unis (où les Hispaniques sont désormais la première minorité¹) a son importance, car elle homogénéise dans une identité « hispanique » des cultures jusque-là diverses. Les médias font le reste et les grands réseaux latino-américains (Globo, Televisa...) diffusent des produits audiovisuels (dont les célèbres *telenovelas*) standardisés. L'Amérique latine, si elle est pour ses normes, sa distribution cinématographique, ses « produits » culturels sous domination des États-Unis, n'en est pas une sub-culture. C'est un des défis qu'elle rencontre : comment défendre, faire prospérer cette identité dans un contexte marchand ? Quant aux technologies de l'information et de la communication, elles ont été rapidement adoptées, du moins pour la partie intégrée de la population.

7

Paix et démocratie...

Si beaucoup de ces pays ont choisi dès le début du XIX^e siècle le modèle de l'État national républicain (unitaire pour les uns, fédéral pour les autres), c'est plus récemment que, après bien des avatars qui opposèrent sans cesse aux principes de la démocratie parlementaire les réalités de pouvoirs de fait ou d'un exécutif fort, la démocratie pluraliste s'est finalement imposée. Et il est vrai qu'après les dictatures des années soixante et soixante-dix un mouvement d'indiscutable démocratisation s'est affirmé à partir du début des années quatre-vingt sans avoir,

1. 35,3 millions au recensement de 2000.

jusqu'à présent, connu de véritable entorse. Au contraire, on peut affirmer que, de la progressive normalisation chilienne à l'affirmation de l'État de droit au Pérou après les élections contestables du printemps 2000, le suffrage populaire est la norme et il est respecté. Dès 1991, l'Organisation des États américains (OEA) adoptait un mécanisme, une « clause démocratique » de traitement collectif de « difficultés » de la démocratie dans les pays membres. Ce dispositif, qui inclut des sanctions, a démontré, malgré bien des hésitations, une certaine efficacité au moment des crises au Pérou (1992 et 2000), au Guatemala (1993), en Haïti (1994), au Paraguay (1996).

8 Au-delà, l'élection en juillet 2000 de Vicente Fox au Mexique, première « alternance » en soixante et onze ans, a démontré que les pratiques démocratiques se banalisent, que les logiques de la compétition – voire du « marché » – électorale dans des sociétés modernisées s'imposent avec la réaffirmation du système de bi ou tripartisme. Cela n'empêche en rien, par ailleurs, une crise de la représentation politique que l'état des sociétés (massifiées, déstructurées, migrantes), dont les inégalités se sont approfondies, explique en partie et qu'expriment ou ont exprimé, chacune à sa manière et dans des orientations différentes, des personnalités comme Alberto Fujimori au Pérou, Hugo Chávez² au Venezuela (sans parler de l'irrédentisme cubain...).

Cet espace démocratisé est, de surcroît, un espace pacifié, ne connaissant au demeurant de l'atome que le nucléaire civil. À l'exception notable de la Colombie (et de l'embargo des États-Unis sur Cuba), nul conflit interne ou externe n'empoisonne plus le continent. Au Guatemala, après trente-six ans de guerre civile, les accords de paix de décembre 1996 ont mis fin aux luttes armées en Amérique centrale.

Bien que de difficiles litiges territoriaux existent encore (Venezuela-Guyana, Venezuela-Colombie, Guatemala-Belize, Antarctique, par exemple), la paix entre l'Équateur et le Pérou, souscrite en octobre 1998, a mis un point final provisoire aux conflits de frontières en Amérique latine.

La situation géostratégique paraît aujourd'hui stabilisée. Du coup, le principal facteur de désordre semble être la drogue, de la culture au blanchiment et à la criminalité financière, qui implique, avec la communauté internationale, et notamment avec les États-Unis, d'importantes coopérations.

2. Le seul à avoir émis une réserve écrite au projet de ZLEA.

Le GAFI³ inscrit sur sa liste noire certains petits États de la Caraïbe considérés comme « non coopératifs », et il est vrai que cette zone, proche du grand marché nord-américain, prise entre la crise de la banane, le caractère difficilement viable de micro-États et les tentations des paradis fiscaux, est peut-être l'aire des situations les plus délicates pour l'équilibre d'ensemble dans le monde américain.

En Colombie, et sans qu'on puisse réduire à la drogue la violence qui s'y déchaîne, existe un autre facteur de déstabilisation régionale. Motivée par l'objectif permanent de réduire l'offre de drogue pour réduire la demande, l'adoption par les États-Unis du « plan Colombie » en juin 2000, qui accorde une aide d'1,3 milliard de dollars (dont l'envoi de 500 conseillers et la fourniture de 60 hélicoptères...), donne lieu à une quasi-intervention directe, dont l'évolution sur le terrain sera dictée par les résultats... Craignant une rupture de l'équilibre des forces militaires dans la zone et une extension du conflit, les pays riverains ont marqué leur inquiétude à l'égard du plan Colombie. Ils ont préféré l'approche européenne, décidée en octobre 2000, sous présidence française, et avec une implication particulière de notre pays (qui a admis en matière de drogue le principe de coresponsabilité des pays consommateurs), d'appui aux négociations de paix entre le gouvernement et les guérillas et d'aide au développement durable. Il existe là, dans un contexte redoutable, un enjeu réel d'influence alternative pour l'ensemble européen...

9

Marché, dollarisation, inégalités

Après avoir illustré avec éclat le modèle économique de développement par substitution des importations et extension du secteur public, les pays d'Amérique latine ont été, à partir de l'expérience chilienne de la fin des années soixante-dix, mais surtout à partir de la fin des années quatre-vingt, le laboratoire de l'ajustement structurel et du néo-libéralisme, modèle qui a été adopté partout à la fin des années quatre-vingt (avec Salinas de Gortari au Mexique en 1989, et avec Cardoso au Brésil en 1994). Il n'est pas question ici d'en décrire les composantes (ouverture économique qui dynamise le commerce extérieur et provoque une relative désindustrialisation, privatisations, « ancrage nominal » des monnaies nationales au dollar...), mais plutôt d'en souligner quelques aspects et quelques effets :

3. Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux, créé en 1989 par le G7.

– L'espace latino-américain est désormais largement unifié par le marché⁴ qui couvre tous les aspects de la vie des sociétés, y compris la culture. Dans l'ordre économique mondial qui se construit, l'Amérique latine, qui ne représente en 2000 que moins de 6 % du commerce mondial, est redevenue exportatrice de matières premières minières ou agricoles dont l'importance (et le cours) est moindre aujourd'hui que jadis. À quelques exceptions près (au Mexique et au Brésil notamment), elle ne dispose guère d'avantages comparatifs agricoles ou industriels, de capacités d'innovation et de transfert qui puissent lui donner une place recherchée. Sans être marginale, elle n'est, de ce point de vue, pas stratégique.

– Cette unification ne va pas encore jusqu'à l'adoption du dollar comme monnaie unique (encore faudrait-il que les États-Unis acceptent cette solidarité), mais c'est une tentative. Depuis la stabilisation argentine de 1991, la tendance à « l'ancrage nominal » existe, avec les perspectives d'une dollarisation quasi complète de l'économie, comme en Équateur en septembre 2000. Il est clair cependant qu'une telle tendance ne saurait se confirmer pleinement tant qu'un cadre régulateur sur les mouvements de capitaux n'est pas adopté.

– Faute d'une épargne interne suffisante, en effet, les économies sont largement dépendantes des flux de capitaux externes. Négatifs jusqu'en 1990, ces derniers sont, avec des aléas, sans cesse positifs depuis. Leur stock est aujourd'hui de l'ordre de 400 milliards de dollars. En 2000, l'Amérique latine aura reçu un peu moins de 10 % des investissements directs étrangers, soit quelque 95 milliards de dollars (dont 33 pour le Brésil). Ces investissements alimentent la croissance tout en maintenant la vulnérabilité des économies. C'est une des raisons pour lesquelles l'Amérique latine, qui est massivement endettée (800 milliards de dollars fin 1999), reste particulièrement sensible à la conjoncture internationale. Ainsi le Brésil a-t-il été immédiatement touché, après 1997, par la crise asiatique, entraînant à sa suite une partie de l'Amérique latine.

– Les inégalités ne se sont point réduites, loin de là (elles sont même, faut-il le rappeler, les plus accusées du monde), et le nouveau modèle n'a jusqu'à présent pas permis de sortir de la pauvreté une population qui, par ailleurs, continue de croître à un rythme soutenu (1,5 % par an, ce qui la fera en tout état de cause dépasser 600 millions d'habitants en

4. Il l'est aussi par les migrations économiques et, dans une certaine mesure, par l'économie de la drogue.

2020, pour beaucoup d'entre eux dans des agglomérations gigantesques). Selon la Banque mondiale, plus du tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté, près de 100 millions avec moins d'un dollar par jour. Et si, comme on l'a vu, l'espace est globalement pacifié, il n'est guère paisible. Tous les chiffres montrent en effet que, dans ce contexte, le sous-continent est la zone la plus violente du monde, violences des mégalo-poles brésiliennes, violences rurales ou violence colombienne (plus de 25 000 morts par an).

– Enfin, la mondialisation a porté un coup à une construction nationale inachevée, et les identités ethniques, réelles ou reconstruites, les communautés ont repris une vigueur que la marginalité – notamment rurale – et la pauvreté ont naturellement confortée. Du zapatisme mexicain aux revendications des Indiens de Bolivie ou surtout d'Équateur (qui ont, dans une certaine mesure, provoqué la chute du président Mahuad en janvier 2000), c'est tout une problématique ethnique qui est aujourd'hui de nouveau posée en Amérique latine, à des degrés variables et avec quelque écho international...

11

DISPARITÉS ET INTÉGRATIONS

Qu'y a-t-il, en réalité, de commun entre le Brésil, pays existant depuis près de deux cents ans, dixième puissance industrielle du monde, avec 8,5 millions de km² et 170 millions d'habitants, et Saint-Christophe-et-Nièves, indépendant dans le cadre du Commonwealth depuis 1983 (262 km², 55 000 habitants) ? Selon leur taille, leur culture, leur histoire, mais aussi leur position dans la proximité géographique des États-Unis, ces États constituent de moins en moins un monde unique. Et, de fait, le processus de différenciation, à l'œuvre depuis longtemps, s'est accéléré encore avec la mondialisation, qui a, en outre, favorisé comme ailleurs dans le monde, des logiques subrégionales.

Dès 1960 était créé le marché commun centre-américain, en 1969 le pacte andin et en 1973 le Caricom caribéen. En 1980, naissait l'Association latino-américaine de libre échange (ALADI : Amérique du Sud et Mexique). Mais ces structures, qui ont été d'ailleurs revisitées plus récemment et transformées (Association des États de la Caraïbe en 1994, Communauté andine des nations en 1996...), n'eurent guère de succès dans le contexte d'alors, marqué par la construction nationale, les luttes idéologiques et le modèle de développement autocentré...

Les années quatre-vingt-dix ont totalement changé la donne, et l'on peut dire que le 1^{er} janvier 1994 a été une date cruciale dans l'histoire

américaine. Ce jour-là entrait en vigueur l'ALENA⁵, accord de libre échange nord-américain, unissant le Canada, les États-Unis et le Mexique... Cruciale parce qu'elle a fait basculer le Mexique, pays ô combien clé de l'Amérique « latine », en Amérique du Nord, pour constituer le premier marché du monde (400 millions d'habitants). Cruciale encore parce que la « frontière de verre⁶ » qui sépare le Mexique des États-Unis est, dans une certaine mesure, abolie et fait apparaître nettement combien la population hispanique est forte dans ce dernier pays, combien les sociétés s'interpénètrent depuis des décennies, combien les échanges et les complémentarités sont depuis longtemps importantes. Ce véritable retournement, qui est aussi idéologique et politique, pour un pays à l'histoire glorieuse (des Aztèques à la révolution) et à l'identité forte, a des effets immédiats : croissance des échanges vers et en provenance du nord (le Mexique en réalise plus des trois quarts dans cette direction), absence de sensibilité à la crise de 1998-1999 grâce à son ancrage dans l'orbite des États-Unis. Cruciale enfin, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un accord douanier. Des domaines comme les investissements, les services, la propriété intellectuelle, voire le droit du travail sont pris en compte⁷... Et l'intégration n'est plus seulement une affaire de circulation des marchandises, mais un véritable projet qui implique les normes juridiques, politiques et sociales, les questions de gouvernement...

Même si le Mexique a, depuis lors, voulu démontrer qu'il souhaitait diversifier ses partenaires (un accord de libre échange avec l'Union européenne est signé en mars 2000), le fait est là. La puissance de l'ALENA, premier accord nord-sud, est un premier pas capital dans la reconfiguration de l'Amérique.

Juste un an après l'ALENA, le 1^{er} janvier 1995, entrait en vigueur le Mercosur (ou Mercosul), qui unit de façon très dissymétrique le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay dans un ensemble de quelque 216 millions d'habitants. En 1996 et 1997, le Chili puis la Bolivie s'y associaient sans y adhérer. Là encore, les effets ont été immédiats. Dès 1996, les échanges internes à la zone croissaient rapidement tandis que, après un premier accord avec l'Union européenne en décembre 1995, celle-ci devenait le premier client, le premier fournisseur, avec le quart des

5. TLCAN en espagnol, NAFTA en anglais.

6. L'expression est de Carlos Fuentes, mais la circulation libre des hommes est loin d'être acquise !

7. Ce sont les *new-issues*, voire les *brand new-issues*.

échanges, et le premier investisseur... C'est toujours le cas aujourd'hui, mais le Mercosur est un dispositif fragile : le Brésil, touché par la crise, a dévalué sa monnaie, le real, en janvier 1999, de près de 40 %, perturbant ainsi un équilibre complexe. Au début de l'année 2001, l'Argentine a plongé dans une profonde récession, doublée d'une crise financière dont il est difficile de prévoir l'issue. Le Mercosur aborde donc les échéances diverses en situation délicate, tant avec les États-Unis et l'ALENA que dans le cadre plus global de l'OMC ou plus restreint de l'Union européenne, avec laquelle une réussite aurait à l'évidence une importance stratégique pour chacun des ensembles.

L'AMÉRIQUE LATINE, UN ACTEUR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE ?

13

Depuis l'indépendance et le rêve bolivarien, les pays d'Amérique latine imaginent (ou d'autres imaginent pour eux) des regroupements, une solidarité continentale, et les tentatives pour y parvenir ont été nombreuses.

L'Amérique connaît en effet, depuis plus d'un siècle, une certaine forme d'identité et de sécurité collective, que le « panaméricanisme » a pu illustrer depuis la création en 1890 de l'Union panaméricaine, transformée en 1948 en OEA, sous l'égide vigilante des États-Unis. Cette identité-là a connu dans les années soixante-dix une nette perte de substance.

À la conférence de La Havane (1979), en effet, onze États latino-américains rejoignaient le groupe des non-alignés, mettant en évidence les velléités du sous-continent, exprimées depuis quelques années, à jouer sur la scène internationale un rôle nouveau et particulier.

Il est vrai que les États-Unis avaient depuis quelque temps, et sous l'impulsion d'Henry Kissinger jusqu'en 1976, mis en œuvre la politique de *benign neglect* qui réduisait nettement l'importance stratégique de l'Amérique latine et en différenciait les pays et, par conséquent, les relations des États-Unis avec ces pays.

Il est vrai aussi que les pays d'Amérique latine cherchent à travailler ensemble, notamment depuis la guerre des Malouines de 1982 qui marqua une vraie rupture, dans la mesure où la solidarité du continent (y compris les États-Unis) face à l'Europe, certes plus imaginaire que réelle, éclata alors.

Mais, la « décennie perdue » des années quatre-vingt, les crises de la dette, le « retour des États-Unis » dans le sous-continent ont alors

réduit la portée de ces démarches, que l'absence de toute vraie capacité à exprimer une politique régionale n'a permis que difficilement de traduire en actes.

Pour autant, à l'instar des processus d'intégration, les forums politiques et diplomatiques se sont multipliés. Au groupe Contadora créé en 1983 pour proposer des solutions aux crises d'Amérique centrale, au Groupe de Rio⁸ constitué en 1988, en passant depuis 1991 par les sommets annuels des chefs d'État ibéro-américains (incluant Cuba), les pays d'Amérique latine ont multiplié les occasions, formelles ou non, de se rencontrer et de rencontrer les autres... En juin 1999, se réunissait à Rio le premier sommet Europe-Amérique latine-Caraïbes, qui traçait les lignes – très générales encore – d'un partenariat global, incluant la culture, l'éducation, l'environnement...

14 Les 31 août et 1^{er} septembre 2000, enfin, le président Cardoso du Brésil réunissait à Brasília le premier sommet des présidents des douze États d'Amérique du Sud avec, à l'ordre du jour, la question colombienne, la défense de la démocratie, la lutte contre le blanchiment et le projet d'établir, dès 2002, une zone de libre échange entre le Mercosur et la Communauté andine des nations. Le Mercosur est, en effet, aussi une initiative politique, comme on l'a fort bien vu lors de la crise paraguayenne de 1996, puis lors de la signature, en juillet 1998, du protocole d'Ushuaia qui prévoit là aussi une clause démocratique pour les États membres. Le Brésil a du Mercosur, à n'en pas douter, une conception politique, pour aller plus loin, vers le reste de l'Amérique... Mais, événement symbolique, il apparaissait quelques semaines après la réunion de Brasília que le Chili négociait son intégration commerciale avec l'ALENA plutôt qu'avec le Mercosur...

CONCLUSION : *HUB AND SPOKES* ?

CERCLES CONCENTRIQUES ?

QUELLE PLACE DANS LA DIPLOMATIE GLOBALE ?

L'élection du gouverneur du Texas, George W. Bush, à la présidence des États-Unis (son frère étant gouverneur de Floride), suivie, dès sa prise de fonction, d'une rencontre avec le nouveau président du Mexique, Vicente Fox, et du troisième sommet des Amériques de Québec, reprend le cours que George Bush père avait lancé en 1990 avec l'« ini-

8. Le Mexique, l'Amérique du Sud, un représentant de l'Amérique centrale, un représentant des Caraïbes.

tiative pour les Amériques », dans un contexte de recherche de nouveaux marchés. Les deux sommets de Miami (1994), où fut annoncé le projet de ZLEA, et de Santiago (1998) marquèrent des étapes dans un processus qui ralentit quelque peu pendant le second mandat de Bill Clinton et connaît donc un nouveau départ. Par cette unification continentale, les États-Unis ne mettent pas seulement en œuvre un projet commercial mais, quoi de plus normal, à travers l'adoption de normes communes, des principes de la privatisation des services publics, comme la santé ou l'éducation, un projet politique, stratégique et idéologique et souhaitent voir ainsi porter les valeurs de la société américaine. Pour autant, les choses ne sont pas faites, loin de là. Outre les oppositions internes aux États-Unis (lobbies protectionnistes, syndicats inquiets des dérégulations...), il va être pour le moins compliqué d'intégrer un espace aussi différencié, et il n'est pas certain que, pour les États-Unis, le jeu en vaille la chandelle. En dehors du Mexique, l'Amérique latine représentait seulement, en 1998, 9,5 % de leurs exportations, et 5,5 % de leurs importations. Aussi, les États-Unis, qui produisent 70 % du PIB du continent, vont-ils sans doute être tentés de concevoir cet ensemble selon le modèle, éprouvé dans leurs relations avec le reste du monde, du *hub and spokes*, du moyeu et des rayons, c'est-à-dire d'un centre hégémonique relié directement à divers ensembles qui dépendent de lui, ce qui ne correspond pas exactement à une vraie zone de libre échange et de coresponsabilité.

15

À l'inverse, le Brésil, autre géant, même si sa puissance est sans commune mesure⁹, voudrait s'adosser au Mercosur pour construire selon une autre logique. Fondé de pouvoir de l'humanité pour son patrimoine biologique (plus de la moitié du capital de biodiversité se trouve en Amazonie), nécessairement attentif aux débats actuels sur le respect de l'environnement, sur les régulations de la mondialisation (d'où le sommet alternatif de Porto Alegre), le commerce éthique et équitable (dans une société qui reste inégalitaire), disposant d'une identité culturelle forte, de médias puissants, il est naturellement désireux d'exercer des responsabilités internationales. Le Brésil a donc comme objectif d'élaborer un espace américain où l'intégration se ferait par cercles concentriques, à partir du Mercosur, et se développerait par coalescence à la Communauté andine des nations et au reste de l'Amérique du Sud. Cet objectif se double d'un autre : dans la mondialisation, appartenir à plu-

9. Le PIB de l'ALENA est de 8 000 milliards de dollars, celui du Mercosur de 1 000 milliards.

sieurs groupes, diversifier les interlocuteurs et faire prévaloir des valeurs. C'est pourquoi le lien avec l'Europe, dicté par les échanges autant que par l'histoire ou les migrations, est si important. Le ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso Lafer, disait avant le sommet des Amériques : « Le Mercosur est notre destin, la ZLEA est une option possible. » Reste à pouvoir le démontrer. Le Brésil paraît à la croisée des chemins.

C'est donc au Brésil et à quelques États, à l'Europe, mais peut-être davantage encore aux « acteurs » de plus en plus turbulents (même si les idéologies révolutionnaires ont été désarmées), d'une population riche de son dynamisme mais pauvre de ses inégalités, de dire comment ils entendent l'avenir.

C'est, dans ce sous-continent resté injuste, à l'évidence, affaire de questions plus globales que les rapports marchands : éducation, identité culturelle et ethnique, environnement, vie en société...

16

R É S U M É

Le récent sommet des Amériques de Québec laisse présager la constitution d'une vaste zone de libre échange panaméricaine à l'horizon de 2005. Pour autant les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont, d'une part, très divers, et, d'autre part, traversés par des tensions internes que la pauvreté, les inégalités sociales ou ethniques, les questions liées aux identités culturelles ou religieuses entretiennent. Dans un espace conquis par les procédures démocratiques et dans le contexte d'un modèle libéral de développement économique, les pays d'Amérique latine s'engagent dans des processus d'intégration multiples et parfois concurrents. L'ALENA d'un côté et le Mercosur de l'autre dessinent une alternative pour l'avenir d'un sous-continent, qui sera aussi en première ligne pour le traitement des grandes questions « globales » : développement durable, identités culturelles...